

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 8 janvier 2026

Références : DREAL/2026D/108  
Code AIOT : 0100282799

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ZAHAOUI REDOUANE**

**SOS Auto Aquitaine**

5 Impasse Floche

40000 Mont-De-Marsan

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2025 de l'établissement exploité par Monsieur ZAHRAOUI REDOUANE (SOS Auto Aquitaine) et implanté au 5 impasse Floche sur la commune de Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

ZAHAOUI REDOUANE (SOS AUTO AQUITAINE)

5 Impasse Floche - 40000 Mont-de-Marsan

Code AIOT : 0100282799

Régime : Enregistrement

Installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage illégale avec mise en demeure du 10 février 2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 10/02/2025, Article 1	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Évacuation des VHU et des déchets	AP de Mise en Demeure du 10/02/2025, Article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un point d'avancement de la situation sera à réaliser courant 2026 afin de s'assurer que les véhicules restants ont bien été réparés et revendus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 10/02/2025, Article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ZAHRAOUI REDOUANE (SOS Auto Aquitaine) est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage visées par la rubrique 2712-1 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement, exercée au 5 Impasse Floche - 40000 Mont-de-Marsan.</p> <p>L'exploitant est tenu de régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit en déposant une demande d'enregistrement nécessaire au titre de l'article R. 512-46-1 et suivants du Code de l'environnement (rubrique 2712-1 ), sous réserve de la compatibilité avec les documents d'urbanisme, et en sollicitant l'agrément nécessaire,</li> <li>- soit en cessant ses activités et en remettant le site en état.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,</li> <li>- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai les attestations prévues au III de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement et au I et III de l'article R. 512-46-27,</li> <li>- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé auprès des services de la préfecture (ou télédéclaré sur la plateforme <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282</a>) dans un délai de trois mois maximum. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.),</li> <li>- l'exploitant dispose de douze mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.</li> </ul> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la date de l'inspection, l'exploitant a fait évacuer début 2025 quasiment tous les VHU qui étaient présents sur le site. Il en reste 2 ou 3 pour lesquels l'exploitant hésite entre réparation et envoi en casse automobile.</p>

D'après l'exploitant, les autres véhicules doivent être réparés et revendus (la plupart des véhicules ont un prix inscrit sur le pare-brise). Par sondage, l'inspecteur a contrôlé quelques certificats d'immatriculation de véhicules présents sur le parc. Ceux-ci étaient effectivement barrés avec l'inscription "cédé le XXXX" (pas de mention « pour destruction »). Le livre de police a également été parcouru et l'exploitant a déclaré ne pas avoir acheté de nouveau véhicule depuis novembre 2024, il a tout arrêté suite à la précédente inspection du 16 décembre 2024.

Cependant, aucun dossier de cessation d'activité ICPE n'a été transmis. Le site est globalement propre, il n'a pas été constaté de traces d'hydrocarbures au sol (opérations de démontage de pièces et de réparation automobile réalisées dans le bâtiment atelier). Par ailleurs, l'exploitant a affirmé avoir arrêté d'acheter de nouvelles épaves pour pièces et se concentrer uniquement sur la réparation et la revente des véhicules sur le site. Un nouveau contrôle en 2026 permettra de statuer sur cette situation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre la réparation et l'évacuation des véhicules encore présents sur le site. Il lui est strictement interdit de récupérer de nouveaux véhicules hors d'usage pour la récupération de pièces automobiles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Évacuation des VHU et des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 10/02/2025, Article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures conservatoires

**Prescription contrôlée :**

La société ZAHRAOUI REDOUANE (SOS AUTO AQUITAINE) procède :

1. à l'évacuation, sous un **délai d'un mois**, de l'ensemble des VHU et déchets présents sur son site vers des installations dûment autorisées à les recevoir et agréées et transmet, dans le délai maximum de deux mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées ;
2. à l'interdiction **sans délai** de tout nouvel apport de véhicules hors d'usage et d'autres déchets sur le site.

**Constats :**

L'inspection a constaté que le site avait été nettoyé et rangé depuis la dernière inspection. D'après l'exploitant, la quasi-totalité des VHU a été évacuée vers le site Comptoir des métaux à Tarnos début 2025. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas réussi à retrouver les certificats de destruction mais le registre des déchets entrants de la société de Tarnos en atteste. En effet, plusieurs apports ont été réalisés le 15 janvier, le 14 février et le 27 février 2025 pour un total de 3,14 tonnes de ferrailles et 32,68 tonnes de VHU.

Il n'a pas été constaté d'apports de VHU ou autres déchets récents. Le livre de police a été consulté également.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que les véhicules encore présents sur le site seraient réparés et revendus. La plupart des véhicules affichent un prix de vente sur le pare-brise.

L'inspection des installations classées propose de refaire un point d'avancement courant 2026 afin de vérifier que :

- 1) l'interdiction de prise en charge de VHU ou d'autres déchets continue d'être bien respectée ;

2) les véhicules sont effectivement réparés et revendus, et ne basculent pas dans la catégorie VHU par déshérence du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de faire un point d'avancement trimestriels, avec justificatifs, sur les réparations et les ventes des véhicules présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois